

manquer à la France au moment décisif. D'ailleurs, comment l'Empereur eût-il été renseigné exactement quand le général de Lorencez l'était si peu, qu'il montrait dans ses lettres au ministre de la guerre une si parfaite confiance au sujet de « *notre marche sur Mexico et de la proclamation du prince Maximilien comme souverain du Mexique* », et quand, d'autre part, le colonel Valazé, trompé comme lui par les appréciations erronées du ministre de France, s'exprimait d'une façon non moins équivoque dans sa lettre du 30 mars au maréchal Randon : « M. de Saligny », écrivait le colonel, « se sépare de plus en plus de l'amiral, et je suis porté à lui donner raison. Il préfère les moyens énergiques, se montre toujours d'un caractère décidé et repousse avec hauteur tout projet d'arrangement, tandis que l'amiral semble avoir mis toute sa confiance, jusqu'à présent, dans les menées diplomatiques, et s'étudie peut-être trop à ne froisser personne, cherchant à négocier avec tout le monde sans jamais y réussir. Le mouvement rétrograde que l'amiral et le général Prim imposent évidemment au général de Lorencez, parti d'ici avec le projet fort arrêté de l'empêcher, va produire un effet déplorable. Malgré tout, le gouvernement de Juarez se décompose tous les jours davantage. Il n'est

« plus entouré que de gens disposés à l'abandonner. Ses forces militaires se débandent. Les chefs de la garnison de Mexico sont tous dans la voie de la trahison. Je suis persuadé qu'une force armée, si minime qu'elle soit, peut s'emparer de la capitale, sans autre difficulté que celle de s'approvisionner de vivres pendant la route. »

A la vérité, la correspondance de l'amiral était loin de montrer cet enthousiasme ; mais n'avait-on pas représenté le commandant en chef de la première expédition comme un incertain, un temporisateur hors de saison ? Puis n'était-il pas seul contre trois : M. de Saligny, pour le desservir auprès du gouvernement français ; le général Prim et sir Ch. Wyke, pour le contrecarrer au Mexique ?

Toujours est-il que la nouvelle de la présence du général Almonte au milieu de nous avait produit une explosion de colère parmi les membres du gouvernement de Mexico, et leur colère avait augmenté en apprenant qu'au nombre des personnes qui accompagnaient le général mexicain, se trouvait le Père Miranda, homme connu pour ses idées réactionnaires et son caractère passionné et violent.

Juarez n'avait pas fait attendre sa réponse au débarquement des proscrits. Non-seulement il



n'avait pas accordé aux plénipotentiaires l'amnistie générale qu'ils réclamaient depuis longtemps, mais encore il avait signé l'ordre d'arrêter *les traîtres et les réactionnaires* débarqués au Mexique sous la protection des alliés, et, le 23 mars, il avait fait donner connaissance de cette mesure aux représentants des trois puissances, par Doblado, son ministre des affaires étrangères.

Le général Prim et sir Ch. Wyke, oubliant le point de départ de l'action commune des puissances et les excès commis par le gouvernement de Juarez contre leurs nationaux et contre les amis de l'intervention, reconnurent comme légitimes les mesures prises par Juarez et qui visaient spécialement Almonte. Mais l'amiral déclara à ses collègues qu'il ne pouvait pas admettre une interprétation contraire, selon lui, au traité de Londres, et il les pria de se réunir en conférence avec lui et M. de Saligny pour délibérer sur la grave question qui les divisait.

Cependant Juarez ne s'en était pas tenu à son *bando* (décret contre les proscrits), il avait demandé que la douane de la Vera Cruz, administrée par une commission des trois puissances, fût remise aux fonctionnaires mexicains, et il avait menacé, en cas de refus, de fermer à ce port tout commerce avec l'intérieur. En outre, et à peu

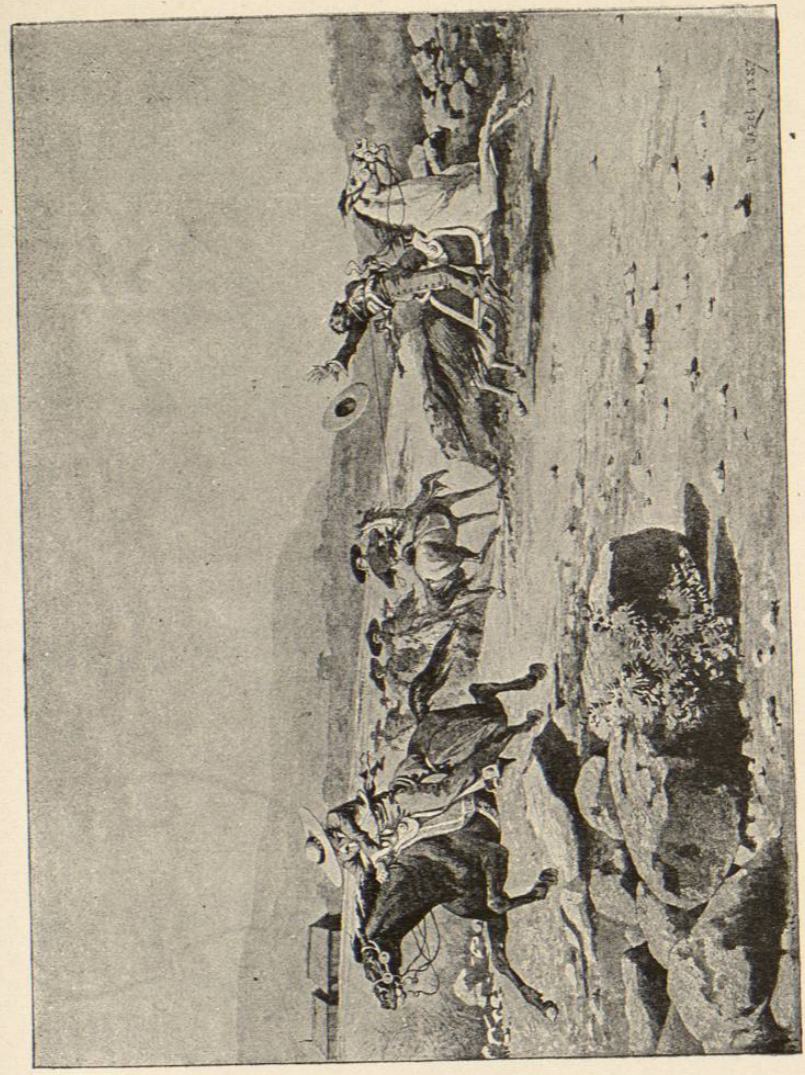




... les plénipotentiaires l'amiral...  
... avaient depuis long-  
... signé l'ordre d'arrêter  
... débarqués au  
... protection des alliés, et, le  
... donner connaissance de cette  
... des trois puissances,  
... des affaires étran-  
... gères.

Le général Pico et le Ch. Wyke, oubliant le point de départ de l'action commune des puissances et les excès commis par le gouvernement de Juarez, contre leurs nationaux et contre les amis de l'intervention, recoururent comme légitimes les mesures prises par Juarez et qui visaient spécialement Almonte. Mais l'amiral déclara à ses collègues qu'il ne pouvait pas admettre une interprétation contraire, selon lui, au traité de Londres, et il les pria de se réunir en conférence avec lui et M. de Salazar pour débattre sur la question.

Après une séance de deux heures, il fut décidé que le général de la Veracruz, administrée par les plénipotentiaires des trois puissances, fut reconnu comme le véritable gouvernement mexicain, et il avait autorisé le général de former à ce port tout ce qu'il fallait pour l'occupation. En outre, et à peu



CAPTURE DE ROBLES



près à la même époque, il avait frappé d'un impôt considérable plusieurs maisons de commerce mexicaines et étrangères. Or, cette mesure se trouvait atteindre en même temps que les intérêts anglais une maison dans laquelle le représentant de l'Espagne avait des intérêts personnels. Sir Ch. Wyke et le général Prim conçurent contre Juarez une vive irritation qui se traduisit par une demande d'explications. Doblado les donna, mais sur un ton, avec une hauteur qui faisaient présager de la part du gouvernement mexicain une rupture à bref délai. Cette réponse porta à son comble l'exaspération du commandant en chef des troupes espagnoles, qui, pendant quelques jours, ne parla plus que de marcher sans retard sur Mexico. On était au 20 mars.

Il fut néanmoins prompt à se calmer, et quand la nouvelle de l'arrivée à Cordova du général Almonte, du Père Miranda et de la troupe française, sous la protection de laquelle ces personnages marchaient, fut connue, sir Ch. Wyke trouva de nouveau le général Prim prêt à acquiescer à la protestation du gouvernement mexicain, qui voulut voir dans ce fait une violation de la convention de la Soledad.

L'amiral Jurien de la Gravière, qui depuis longtemps pressentait cet événement, sans avoir pu l'empêcher, se prépara à exécuter cette conven-



tion pour être à même de reprendre enfin toute sa liberté d'action.

Il prévint le gouvernement de Mexico qu'il quitterait Tehuacan le 1<sup>er</sup> avril, et il invita le général de Lorencez, qui l'avait rejoint depuis le 26, à arrêter à Cordova les troupes récemment débarquées et à prendre ses dispositions pour les faire rétrograder en deçà du Chiquihuite.

Il n'y avait plus à se méprendre sur les résolutions extrêmes auxquelles le gouvernement de Juarez s'était arrêté : notre retour dans les terres chaudes, à la veille de la saison des pluies, et son entente avec les plénipotentiaires anglais et espagnol, laissaient le champ libre à ses violences. Nous fût-il resté une illusion, que l'exécution du général Robles, sorte de défi jeté à la France, l'eût rapidement fait évanouir.

Robles, un des hommes les plus modérés et les plus estimés du Mexique, accusé de nourrir des sentiments trop français, avait été interné dans une ville et surveillé de près.

Un jour, croyant avoir endormi la vigilance de ses gardiens, Robles se lance au galop sur la route de Tehuacan, accompagné d'un aide de camp : il se rend auprès de l'amiral. Les heures s'écoulent, la distance diminue, l'horizon se rapproche ; encore quelques pas, et Robles aura conquis la liberté !... mais, au passage d'une *bar-*

*ranca* (ravin), un lazzo tournoie dans l'espace, s'abat sur lui, l'étreint, l'arrache de cheval, et son aide de camp, qui redouble de vitesse pour éviter le même sort, peut voir, en tournant la tête, le corps meurtri de son général labourer le sol sur les pas des cavaliers qui l'entraînent.

La négligence apparente qui avait décidé Robles à une fuite n'avait été qu'une feinte pour l'y déterminer : son arrêt était prononcé d'avance. Robles est conduit à San-Andres et jeté en prison comme un malfaiteur. En apprenant son arrestation, Saragoza avait prononcé ces simples mots : « Qu'on le fusille. »

Arrêté le 21, Robles sort de prison le 23 pour être conduit sur le lieu de l'exécution. Il a un bras cassé ; la fièvre et la souffrance ont altéré ses traits et épuisé ses forces ; il se traîne plutôt qu'il ne marche. Sur son passage, cependant, se découvrent les fronts les moins disposés à la pitié, et lorsqu'il arrive sur le lieu de l'exécution, une profonde émotion secoue la foule qui encombre la place.

L'arme au pied, les soldats muets et indécis semblent attendre du patient l'ordre de tirer. Alors Robles, se roidissant dans un dernier effort contre les douleurs aiguës qui font de lui un martyr, offre sa poitrine aux balles qui le frappent et mettent fin à une existence qu'il avait rêvé de consacrer à son pays.